



REFERENCES
LINGUISTIQUE

Distr.
GENERALE

E/CN.14/76
26 janvier 1961

FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Troisième session
Point 7 c) de l'ordre du jour provisoire

NOTE D'INFORMATION SUR LES ACTIVITES

DU FONDS SPECIAL EN AFRIQUE

Rédigée par le Fonds spécial des Nations Unies

1. Lors de sa deuxième session, la Commission a été saisie d'une note d'information sur l'assistance fournie aux gouvernements par le Fonds spécial (E/CN.14/53). Le présent document fait suite à cette note et donne un aperçu des domaines d'activité du Fonds spécial et de ses opérations en Afrique en 1959 et 1960, les deux premières années de son existence.
2. Comme il était indiqué dans le document E/CN.14/53, le Fonds spécial est consacré à des projets relativement vastes qui sont de nature à contribuer substantiellement à l'expansion économique de pays sous-développés. Jusqu'ici, ses principaux domaines d'activité ont été les suivants :
 - a) enquêtes sur les ressources, qui permettent d'obtenir des résultats rapides et qui contribuent le plus au développement de l'économie du pays intéressé;
 - b) projets de formation, visant essentiellement à la formation de moniteurs professionnels locaux et à la formation poussée de techniciens;

c) projets de recherche pratique, en vue d'accroître la production, les investissements et la productivité.

3. Bien que l'expérience des deux premières années d'existence du Fonds spécial ait montré qu'il était judicieux de consacrer ses ressources limitées à ces trois principaux domaines d'activité, il a récemment été décidé de financer également certaines activités connexes de préinvestissement. Un nouveau domaine d'assistance ainsi ouvert est celui de l'enseignement secondaire, notamment en ce qui concerne la création de certains instituts d'enseignement normal dans les pays où le nombre actuel d'étudiants du degré secondaire est si peu élevé que le développement économique en est sérieusement entravé. Le premier projet de cette catégorie a été approuvé en décembre dernier par le Conseil d'administration : il s'agit de créer, en Nigéria, un collège fédéral pour la formation de professeurs de l'enseignement secondaire. Depuis lors, des demandes officielles concernant des projets analogues ont été présentées par le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Soudan et ces demandes sont activement à l'étude.

4. Le Fonds spécial peut aussi aider les gouvernements dans le domaine de la planification et de la programmation économiques, en collaborant étroitement avec les commissions régionales et d'autres organismes des Nations Unies. Cette assistance peut s'étendre à la création et à la gestion d'instituts régionaux ayant le double rôle de fournir, sur la demande des gouvernements, des services d'experts dans le domaine de la planification et de la programmation du développement et de donner aux ressortissants une formation pratique par l'étude de cas particuliers.

5. Le Fonds spécial peut également s'intéresser aux demandes de gouvernements concernant une assistance pour l'exécution d'enquêtes détaillées sur la main-d'oeuvre, notamment dans les pays où le manque de données de base sur les disponibilités et les besoins en main-d'oeuvre entrave sérieusement l'établissement rationnel de programmes nationaux d'éducation et de formation.

6. Dans les domaines d'activité mentionnés ci-dessus, le Fonds spécial a approuvé jusqu'ici 27 projets pour les pays et territoires africains, ce qui représente un cinquième environ des fonds totaux alloués. La part des projets africains dans les programmes approuvés jusqu'à présent a augmenté, tant en ce qui concerne le nombre de projets que pour ce qui est des montants alloués. C'est ainsi qu'en 1959, sept projets ont été approuvés pour l'Afrique, représentant 10% du montant alloué pour l'ensemble du programme de cette année; en 1960, vingt projets ont été approuvés pour les pays et territoires africains, soit 24% du montant total alloué l'année précédente.

7. Le coût des 27 projets approuvés s'élève approximativement à 39 millions de dollars, dont 18.025.500 ont été alloués par le Fonds spécial et environ 21 millions représentant la contribution de contrepartie des gouvernements bénéficiaires. Indépendamment de ces projets, un grand nombre de pays et territoires africains participent à l'enquête du Fonds spécial sur le criquet pèlerin, projet interrégional auquel s'intéressent également des pays du Moyen-Orient et de l'Asie.

8. D'une manière générale, la mise en oeuvre de ces projets progresse de façon satisfaisante. Les plans d'opérations qui régissent l'exécution de 12 des 14 projets qui avaient été approuvés par le Conseil d'administration à la fin de mai 1960 ont été signés par les gouvernements intéressés, les institutions chargées de l'exécution et le Fonds spécial, et les négociations concernant les deux plans d'opérations restants sont en bonne voie d'avancement. Les plans d'opérations relatifs aux 13 projets approuvés par le Conseil d'administration en décembre dernier sont en préparation.

9. Dix projets ont atteint le stade d'exécution sur le terrain dans les pays et territoires suivants: Ghana, Guinée, Libye, Maroc, Nigéria, Ouganda, République Arabe Unie, Togo et Tunisie. L'enquête sur le criquet pèlerin est, elle aussi, en voie d'exécution.

10. L'état d'avancement, en janvier 1961, de 27 projets approuvés est indiqué dans le tableau ci-après.

11. Le Directeur général du Fonds spécial reconnaît l'urgence des besoins des pays et territoires africains en matière de préinvestissement et souhaite vivement voir s'élargir l'assistance qui leur est octroyée en ce domaine. A l'heure actuelle, les services du Fonds spécial étudient activement 30 demandes et l'on pense que les gouvernements envisagent d'en présenter beaucoup d'autres encore. Le Directeur général visite actuellement plusieurs nouveaux pays indépendants de l'ouest et du centre de l'Afrique afin d'examiner avec les autorités de ces pays l'assistance que le Fonds spécial pourrait leur fournir.

12. Si l'on en juge par les demandes actuellement à l'étude, il semble que les besoins légitimes qui ont été indiqués par les pays sous-développés de toutes les régions du monde en matière d'assistance de préinvestissement dépassent les moyens dont le Fonds spécial dispose pour y répondre. Il faudra cette année augmenter substantiellement les ressources du Fonds si l'on veut qu'il continue à apporter une contribution efficace dans ce domaine.

ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS DU FONDS SPECIAL

EN AFRIQUE EN JANVIER 1961

<u>Pays et projet</u>	<u>Approuvé par le Conseil d'administration</u>	<u>Allocation du Fonds spécial</u>	<u>Plan d'Opérations signé le (date)</u>	<u>Exécution du projet commencé le (date)</u>
ETHIOPIE				
Enquête sur la mise en valeur du bassin de l'Aouache	Mai	1960 \$ 930,100		
Ecole d'aides-vétérinaires	Déc.	1960 432,700		
GHANA				
Enquête sur la plaine alluviale de la Volta	Mai	1959 385,000	9.12.59	8.1.60
GUINEE				
Enquête générale sur le développement	Mai	1959 425,000	7. 1.60	25.2.60
LIBERIA				
Formation et recherche agricoles	Dec.	1960 1,006,900		
LIBYE				
Institut technique supérieur	Déc.	1959 1,116,000	16. 9.60	3.12.60
Ecole de radio et télécommunications	Déc.	1960 523,000		
MAROC				
Ecole d'ingénieurs	Mai	1960 751,500	8.10.60	1.12.60

Enquête sur la mise en valeur de la Région du Rif	Mai	1960	702.800	1.11.60	
Ecole d'aviation civile	Déc.	1960	624.200		
NIGERIA					
Enquête sur le barrage du Niger	Déc.	1959	735.000	7. 3.60	10. 3.60
Formation de professeurs pour l'enseignement secondaire	Déc.	1960	1.052.200		
SOMALIE					
Enquêtes sur l'agriculture et l'hydrographie	Déc.	1960	928.800		
SOUDAN					
Institut zoc-sanitaire	Déc.	1960	264.900		
Cuir et peaux : projet de développement et de formation	Déc.	1960	521.000		
TOGO					
Enquête sur l'utilisation des sols et des eaux	Mai	1960	700.000	23.12.60	11. 1.61
TUNISIE					
Recherche agricole en Tunisie centrale	Mai	1960	897.200	13. 9.60	23. 9.60
Ecole d'aviation civile	Déc.	1960	640.500		
REPUBLIQUE ARABE UNIE					
drainage des terres irriguées	Mai	1959	365.000	27.12.60	
Etude pédologique par photographie aérienne	Mai	1959	327.500	10.3.60	24. 5.60

Enquête sur les eaux souterraines (Région Syrienne)	Déc. 1959	507.000	29. 9.60	28.12.60
Ecole d'aviation civile	Mai 1960	1.053.400		
Développement d'in- dustries alimentaires	Déc. 1960	568.300		
Laboratoire de recher- ches sur le coton	Déc. 1960	687.300		
Institut zoo- sanitaire	Déc. 1960	668.000		
Institut de formation de moniteurs profes- sionnels	Déc. 1960	888.100		
ROYAUME-UNI, OUGANDA				
Enquête géophysique aérienne	Mai 1960	313.500	30.11.60	15.12.60